



Pourquoi les Français restent-ils silencieux sur la guerre en Ukraine ?

Par [Danielle Riva](#)

Mondialisation.ca, 17 mars 2025

[Defend Democracy](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Guerre USA OTAN](#)

Analyses: [Nucléaire \(guerre et énergie\)](#), [UKRAINE](#)

Depuis le début de la guerre en Ukraine, tous les jours, les Français voient, entendent des généraux ou des anciens hauts gradés de l'Otan, tous à la retraite, commenter chaque minute ce qui se passe en Ukraine. Dans la presse quotidienne importante, le Monde est à l'avant-garde de la lutte « existentielle » contre la Russie épousant toutes les idées de Macron, et même ses contradictions, sans contestation réelle.

Et il y a la chaîne d'information LCI sur le canal 26 qui diffuse 24h sur 24, des reportages des commentaires et des débats tous identiques : Poutine = Hitler, la guerre russo/ukrainienne = 1939/1945 : les soviétiques staliniens contre les américains nos libérateurs », « vive le héros Zelensky » le tout toujours en présence de femmes Ukrainiennes vivant en France et invitées aux débats, toutes en émotion et en demande de revanche contre les Russes.

Une seule parole est admise : « tous unis contre Poutine, le fasciste, le dictateur, le criminel et même : « Satan », etc... ». Et « Gloire à l'Ukraine », sans savoir que ce slogan était celui des bandes fascistes de Bandera, collaborateur ukrainien d'Hitler, qui a participé à l'exécution de 2 millions de juifs ukrainiens entre 1941/1942 dite : la « shoah par balle ». La mémoire de Bandera est toujours célébrée en Ukraine car avec les nazis il lutta contre les Russes. Les bandes armées fascistes Azov, Privat sector, Svoboda, etc., ont toutes été intégrées dans l'armée ukrainienne.

Bref si par inadvertance vous émettez un doute, vous êtes immédiatement taxé de « Poutiniste », « défaitiste » « fasciste » etc..

Bref au pays de Descartes et Voltaire, c'est que l'émotion a remplacé l'analyse des faits réels.

Les réactions politiques ?

Un sondage récent fait état de l'opinion des Français 3 mars 2025

(Elabe, institut de sondage indépendant)

- 76% des Français sont inquiets que le conflit militaire se propage dans d'autres pays proches de la Russie et 64% qu'il se propage en France. Des chiffres stables depuis juin 2024.

- 20% (4 points depuis le 12 juin 2024) des Français considèrent que la France doit accentuer son soutien militaire à l'Ukraine, 44% (5) qu'il doit continuer à la soutenir comme actuellement. A l'inverse, 18% (-5) estiment qu'il faut réduire ce soutien et 17% (-4) l'arrêter.
- **Le fait de continuer voire d'accentuer l'aide à l'Ukraine est fortement soutenu par les électeurs d'Ensemble - majorité présidentielle : 91%, du NFP (PS PCF Verts FI) : 79% et de droite : 77%.** A contrario, une majorité d'électeurs du RN : 59%, souhaite réduire (27%) ou arrêter (32%) l'aide militaire à l'Ukraine.
- 68% des Français sont opposés à l'envoi de troupes françaises combattants pour aider l'Ukraine si la guerre avec la Russie se poursuit, mais 67% sont favorables à l'envoi de troupes françaises pour garantir la paix si un accord de paix avec la Russie est signé.

Pour l'envoi de troupes combattantes pendant la guerre : l'opposition est majoritaire au sein de tous les électors, quoique plus fort chez les électeurs du RN (83%) que d'Ensemble (54%)

- **Pour l'envoi de troupes après la guerre pour garantir la paix : les électeurs d'Ensemble (89%), du NFP (80%) et de droite (77%)** y sont favorables tandis que les électeurs du RN sont divisés (51% favorables, 49% opposés)
- 75% des Français ne se disent pas prêts à payer plus d'impôts pour aider l'Ukraine, dont 43% pas du tout et 32% pas vraiment. A l'inverse, 24% se disent prêts, dont 19% plutôt et 5% tout à fait.
- 70% des Français sont favorables à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN, dont 40% après la guerre et 30% dès maintenant, contre 29% opposés.

Les électeurs d'Ensemble et du NFP sont massivement favorables à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN (respectivement 92%, 82%) et à l'UE (83%).

Une adhésion à l'OTAN plutôt après la guerre pour les électeurs d'Ensemble (54%), pendant pour les électeurs du NFP (44%), et pour ces deux électors une adhésion à l'UE dès maintenant est privilégiée (46% et 47%).

- 66% sont favorables à son adhésion à l'Union européenne, dont 35% après la guerre et 31% maintenant, contre 33% opposés.

Les électeurs de droite (66% OTAN, 60% UE) soutiennent majoritairement l'adhésion de l'Ukraine, ils sont toutefois divisés sur le timing.

Les électeurs du RN sont quant à eux très partagés sur l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN (53% favorables, 47% opposés) comme à l'UE (50% opposés, 49% favorables).

Ces pourcentages sont assez révélateurs d'un certain succès de la propagande macronienne martelée en permanence et sans contestation massive pour l'instant.

Assez étonnant malgré les divisions, les altercations d'un débat plutôt musclé à l'Assemblée

Nationale, une vie politique bloquée en 3 « blocs » quasi égaux ; malgré la menace de censure, et la demande de démission de Macron par la FI, la propagande de Macron fonctionne. Et même très bien. NFP et le groupe macroniste et ses alliés ont une appréciation presque semblable face au bellicisme de Macron et la guerre en Ukraine.

Pourquoi ce retour de Macron ?

Parce que contesté et haï sur le plan intérieur, Macron a revêtu le costume de chef des armées. Il est le seul à décider, grâce à la Constitution française, d'utiliser ou non le nucléaire. C'est un privilège exorbitant, mais c'est ainsi que l'avait décidé de Gaulle quand il a construit la constitution de la 5^{ème} république et la force de « défense de la dissuasion nucléaire » française.

Et Macron revient sur le devant de la politique.

La France est le seul pays en Europe à disposer d'une manière totalement autonome de la force nucléaire. Les autres pays sont couverts par des bases nucléarisées américaines et n'ont donc aucune autonomie. Ce sont les Américains qui décident. Et l'Otan est inféodée à la politique américaine.

Reste la Grande Bretagne, qui ne fait plus partie de l'Union Européenne. Elle dispose de l'arme nucléaire propre. Mais sur son territoire il y a des bases nucléaires américaines. En vertu d'un accord, elle ne dispose pas en réalité de l'utilisation autonome de sa force nucléaire. L'accord de défense mutuelle entre les États-Unis et le Royaume-Uni : *US-UK Mutual Defense Agreement ou UK-US Mutual Defence Agreement* de 1958, est un accord bilatéral de coopération entre les Etats Unis et le Royaume Britannique sur les armes nucléaires. Le nom complet de ce traité est *Accord de coopération entre le Gouvernement des États-Unis d'Amérique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord concernant l'utilisation de l'énergie atomique à des fins de défense mutuelle.*

L'accord de défense mutuelle stipule que les deux pays échangent « *des équipements ainsi que des informations classifiées et contrôlées dans un but de défense* ».

Ainsi donc les Français sont assez fiers de leur nucléaire et de leur histoire faite de batailles prestigieuses, mais aussi de défaites retentissantes. Qu'importe, Macron s'aime en un Napoléon qui va faire « plier la Russie » pour défendre l'Ukraine. Ce à quoi Poutine lui a répondu, fort justement : « eh oui, rappelle-toi comment cela a fini avec Napoléon, en Russie ».

Et les groupes politiques sont plutôt dans la sidération.

Le PS qui a rompu cette fois ci avec la FI, a toujours été un « atlantiste convaincu » et il le reste malgré Trump. Les sociaux-démocrates Français sont perplexes. Ils persistent à penser que Trump ne va peut-être pas gagner les élections de « mid terms » (mi-mandat) dans 2 ans et que les démocrates vont revenir au pouvoir assez rapidement et tout reviendra dans l'ordre.

En réalité ils ne peuvent comprendre ce qui se passe exactement aux Usa avec le bazooka Trump : une classe ouvrière qui a voté pour lui ainsi que les noirs, les latinos, les femmes. Tout simplement parce que les « socialistes français » ont copié leur politique anti-

sociale et pro sociétale des « démocrates américains » qui ne sont pas prêts au contraire à revenir aux commandes.

Les verts ont pris le train de Macron en marche : « adieu reconversion énergétique écologiste », « adieu au pacifisme » et suivons les verts Allemands bellicistes qui vont être éjectés de la future coalition CDU/SPD dans une Allemagne bouleversée avec une Afd à 20,8% !

Le PCF comprend mieux les enjeux d'une guerre contre la Russie, c'est le seul à parler de Paix, mais il ne représente plus rien et il reste collé aux débris de l'ex NFP, pour ne pas perdre ses élus et être présent à l'Assemblée Nationale.

Et la FI ? La FI lutte d'abord pour :

A/ la démission de Macron et l'élection de Mélenchon Président, ou premier ministre,

B/ les Retraites à 62 ans et même un retour à 60 ans, revendication très populaire des Français qui veulent ignorer que la moyenne européenne des départs s'établit autour de 67 ans.

Bayrou vient de dire Non au retour à 62 ans, prôné y compris par le RN. Bayrou a mis sur place un « conclave » entre syndicats et patronat pour réviser certains aspects du texte sur les 64 ans, comme par exemple revoir la question de la pénibilité du travail. Ce « conclave » est politique. Or en France généralement la « politique » ne met jamais son nez dans les discussions entre les « partenaires sociaux ». Les accords interviennent généralement entre syndicats et patronat, ni plus, ni moins et font loi. Mais Macron tient à sa réforme des retraites il s'y était engagé auprès de la commission européenne. Il ne lâchera pas !

C/ la lutte anti fasciste, anti anti-islamiste, islamiste, et des luttes pour les LGTQ+++.

Il y a une montée d'actes antisémites et anti-islamiques. Il y a eu depuis le drame du Bataclan, en 2015 par des islamistes radicaux (Le bilan des victimes fait état de 130 morts et de 413 blessés hospitalisés) d'autres attentats ou crimes perpétrés par des islamistes en groupe ou seuls. L'attaque au couteau devient presque une habitude. D'autre part il existe sur le territoire Français des Imams qui diffusent un islamisme proche des thèses du djihad. L'école et l'enseignement sont menacés par des élèves qui refusent par conviction religieuse, par exemple l'enseignement historique ou scientifique, etc.

Là-dessus il y a aussi une répression brutale des manifestants, des bavures de policiers qui tuent ou blessent de jeunes délinquants. Ce n'est plus que dans les grandes villes que l'existence citoyenne devient parfois difficile, mais c'est aussi dans les moyennes et petites villes. Bref tout cela participe du renforcement du Rassemblement National. Et de la politique actuelle des 2 ministres de la justice Darmanin et de l'intérieur Retailleau « contre le séparatisme ».

Il y a une manifestation appelée par la FI prévue le 22 mars, contre « Le racisme et l'extrême-droite » et aussi sans le dire précisément, « contre l'anti islamisme endémique et structurel de la république Française ». Il y a des problèmes de « voisinage », il y a des problèmes du « vivre ensemble », il y a le problème lié à « la drogue ». Oui il y a des problèmes du quotidien. Mais en général lors des sondages, les Français mettent en avant le problème du pouvoir d'achat, du travail, de la santé, de la retraite, de l'école et relativisent la sécurité.

Le propos de la FI et des radicaux de gauche est exclusif et outrancier. Une dérive venue des campus américains.

« Prêter ou partager le nucléaire Français » ?

C'est une question très sérieuse. Les Français ont peur, ils sont inquiets, quelque peu réticents, mais ils s'alignent globalement sur la ligne définie par Macron.

Il n'y a que ces derniers jours après l'allocution de Macron sur « Partageons notre nucléaire » que Melenchon, qui revient d'un voyage en Amérique latine, commence à s'exprimer plus clairement contre la guerre. Mais pour autant il n'appelle pas à de grands rassemblements comme en Allemagne ou en Italie.

Bref c'est à droite - hors macronistes bien sûr qui sont tous plus inconscients les uns que les autres comme Attal jeune prétendant ambitieux au trône de France et qui s'agite en vue de la présidentielle de 2027 - que l'on voit encore quelques fidèles de de Gaulle qui, tout en pesant bien leurs mots, ne sont pas d'accord avec Macron : « la Russie n'est pas notre ennemie ». On les voit peu sur les écrans, on ne les lit pas dans la presse « aux commandes ».

Quant au RN sa position est la plus claire, contre le bellicisme de Macron, mais si Bardella est pour le soutien total à l'Ukraine - sauf l'envoi de troupes françaises - il est clairement contre Poutine. Marine le Pen est sur une ligne de non affrontement avec Poutine, mais surtout elle est formellement contre la politique de Macron. Cela dit son sort est suspendu à une décision de justice qui la condamne pour avoir utilisé les fonds de sa députation européenne à des fins de son parti, ce qui est strictement interdit par l'UE.

Et l'extrême gauche ? La 4^{ème} internationale Trotskyiste ? Elle dit qu'il s'agit d'une confrontation entre 2 empires, le russe et l'empire américain, et qu'il ne faut pas être « campiste », c'est-à-dire ne pas choisir entre les deux. Or depuis son soutien en 1990 à l'intervention de l'Otan, dans la guerre de Yougoslavie, contre la Serbie « proche des Russes » elle est devenue tout simplement atlantiste. Bref, qu'elle le veuille ou non, elle appuie la politique de Macron du « soutien aux Ukrainiens et fournissons-leur des armes ».

Toutefois un début de questionnement se fait jour.

Le 13 Mars 2025 un vote a eu lieu sur la proposition de l'UE de saisir les fonds russes placés sur les banques européennes pour un montant de 300 milliards pour financer l'armement des Ukrainiens.

L'alliance entre les macronistes et le Ps, les verts est devenue tangible :

Les députés macronistes, socialistes, écologistes, et des partis de droite Les Républicains et Horizons ont voté à 238 pour cette proposition européenne qui tient du symbole!

Le RN s'est abstenu et 54 députés ont voté Non, le Pcf et la FI.

Ce vote est symbolique car l'utilisation des fonds étrangers déposés en France et en Europe est impossible. D'une part parce que pour l'instant personne n'a pu remplacer cette forme de règlements des échanges internationaux, même fortement contestés.

Utiliser les fonds de l'Etat Russe déposés dans les banques européennes ou françaises, c'est impossible juridiquement et internationalement. Pourquoi ? C'est d'autant plus impossible que le système financier repose sur la confiance et le droit international.

La BCE a déjà indiqué son refus. Macron lui-même a dit non. Mais des va-t-en-guerre, comme Glucksmann eurodéputé français, qui voient en Poutine un Hitler, veulent aller jusqu'au bout de leur haine anti russe.

S'il arrivait que la France puisse lever cette interdiction, que se passera-t-il ?

Des pays et des investisseurs retireront immédiatement leurs fonds déposés en France. Les investisseurs, comme par exemple les pays du Golfe qui financent des projets économiques en France, perdront confiance, partiront et iront s'investir sur les autres places financières : Londres, New York, Sydney, Tokyo pour les plus grandes, voire Hong Kong car ils ne voudraient pas être dessaisis même pour une "bonne cause".

Le système bancaire français (européen) subirait alors une crise importante de baisse de ces fonds qui sont investis dans l'économie de la France et de l'UE, déjà fort mal en point. Ces difficultés se propageraient en France de banque à banque, puis dans l'UE et nous subirions la plus grande crise depuis 2008 dont on a toujours du mal à se ressaisir. et qui dit crise dit faillites, pertes d'emplois etc..

Déjà l'utilisation des intérêts de ces fonds pour l'Ukraine, sont sujets à question.

Généralement c'est le gel des fonds qui est pratiquée. Par exemple, les Américains ont gelé les avoirs de l'Afghanistan empêchant ainsi les Talibans de les utiliser. Il y a d'ailleurs une discussion en cours pour leur rendre ces fonds à des conditions politiques.

Mais s'attaquer aux fonds des Banques Nationales elles-mêmes, c'est générer un suicide économique. Et la commission de Bruxelles le sait bien, et Macron aussi, lui qui dit Non, qui vient de la haute banque et qui connaît les règles !

Etre "généreux" avec l'argent des autres c'est une lubie hypocrite impossible sans déclencher une énorme crise financière en France, en Europe et internationale.

D'autre part il y a 150 milliards de fonds Français sur les livres des banques à Moscou. Les Russes pourraient alors faire de même et les utiliser pour leurs propres besoins.

En fait cela pourrait profiter aux BRICS qui tentent une dédollarisation des échanges économiques internationaux.

Alors le vote à l'assemblée n'a qu'une valeur d'indication.

Et on peut constater le naufrage du NFP.

Les élections municipales de 2026 commencent à agiter les formations politiques. Pourra-t-il y avoir un renouveau du NFP dans les conditions présentes de ruptures sur la politique à avoir concernant la guerre Russo-Ukrainienne ?

Retour à Macron : "Aux armes ... Citoyens ..." ?

Quand un pays surnage tant bien que mal sur une crise politique "existentielle" (ce terme est très à la mode) qui dure depuis plusieurs lustres - en fait depuis 2005 avec le vote du

Non à la constitution européenne avec un vote de 55% de Français contre et que le gouvernement est soumis à censure sur censure, que le président lui-même est sous menace d'une démission ou d'une destitution, que peut faire le pouvoir pour échapper à cela ?

Il fait comme toujours ailleurs : Sonner le clairon, rassembler le peuple : LA GUERRE.

Et c'est ainsi qu'en 2025 Macron annonce entrer en guerre aux côtés de l'Ukraine contre la Russie qui ne nous a pas déclaré la guerre.

En fait Macron, qui s'est toujours défini avant tout comme « européen » s'imagine en souverain militaire de l'UE prêt à en découdre avec les Russes.

Il en veut à Poutine qui a refusé de continuer à lui parler au téléphone. Tout en disant vouloir prêcher le soutien à l'Ukraine, et proposer un soi-disant l'arrêt du conflit, il annonçait en fait les phases de sanctions à Poutine. Comme offre de Paix, il y avait certainement mieux.

Macron ne cesse depuis lors de multiplier les rencontres, entre alliés, avec Trump, Starmer, les chefs de l'armée Française et des Européens, et toujours l'incontournable Zelensky devenu le stratège obtus d'une guerre qu'il ne peut que perdre et qui agit avant tout pour une confrontation des Européens contre les Russes qui n'ont pas déclaré la guerre à l'UE.

Il ne nous reste plus qu'à nous mobiliser contre Macron « l'Européen », toujours prêt à sacrifier les intérêts des Français. C'est cela qui devient "existentiel" pour nous Français de « gauche »..

Heureusement il y a encore quelques militaires qui prennent conscience de ce danger..

« **« Le général Bernard Norlain : « Parler de la dissuasion comme la garantie ultime, c'est promettre une ligne Maginot nucléaire » (Tribune) : Bernard Norlain** Général d'armée aérienne (2S)

Les armes nucléaires coûtent cher, donnent une fausse assurance de sécurité et risquent d'être dépassées face aux nouvelles guerres cyber ou spatiale, affirme dans une tribune au « Monde », le général d'armée aérienne, président d'Initiatives pour le désarmement nucléaire. (Publié le 22 janvier 2022 à 05h23, modifié le 22 janvier 2022)

Toutefois, les propos aventureux de Macron commencent à susciter des réactions hostiles. Iront-elles jusqu'à contraindre les députés à proposer des motions anti guerre et à voter pour un cessez le feu et contre Macron ? Et les Français vont-ils enfin se lever contre cette guerre pour mettre fin au massacre de toute une génération d'Ukrainiens et de soldats Russes ?

Non à la guerre Pour un cessez le feu et des pourparlers de Paix

Danielle Riva

La source originale de cet article est [Defend Democracy](#)
Copyright © [Danielle Riva](#), [Defend Democracy](#), 2025

Articles Par : **Danielle Riva**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca